

la situation. La politique du plafonnement des prix, telle qu'elle s'applique au bœuf, me semble maladroite et trop compliquée.

J'ai une autre raison de trouver que cette politique n'est pas satisfaisante. On a fixé pour le bœuf un prix maximum qui a eu pour effet de fixer un prix pour le bétail de boucherie. Or, on a permis que le prix des bêtes de boucherie trouve son propre niveau et l'autonne dernier, alors que des gens tenaient à en acheter, ils ont constaté que le prix était en réalité plus élevé que celui du bétail engraisé à leurs étables et que les cultivateurs tenaient à vendre. Il en est résulté que dans un grand nombre de cas ils ont gardé ces animaux et que les pâturages de l'Ontario et de l'Est canadien sont restés inutilisés. Voilà qui est bien peu satisfaisant et fort regrettable, surtout quand nous avons tant besoin de bœuf.

Je désire aborder une autre question. L'autonne dernier, quand la pénurie de bœuf a commencé à se manifester et quand on a commencé, il y a trois mois, à appliquer le contingentement de nos exportations de bœuf aux Etats-Unis, le Gouvernement a établi une commission d'alimentation chargée d'acheter les bestiaux destinés aux Etats-Unis. Des émissaires parcoururent le pays pour acheter ces bestiaux aux prix ayant cours au Canada, puis ils les revendirent à la commission d'alimentation aux prix ayant cours aux Etats-Unis, prix qui étaient de vingt ou vingt-cinq dollars plus élevés que les prix touchés par le cultivateur. Quelqu'un a fait un joli profit sur ces transactions, et ce n'est certainement pas le cultivateur, qui pourtant y avait droit. Le travail de cette commission d'alimentation a, je crois, coûté fort cher à notre pays. J'ai signalé ces choses, dans l'espoir qu'on verra à remédier à cette situation.

J'aborde une autre question. J'ai écouté hier soir avec beaucoup d'intérêt et d'attention les remarques faites par le chef du groupe socialiste siégeant à ma gauche. J'approuve une très grande partie de ce qu'il a dit au sujet de la situation agricole. Je me souviens que, dans une causerie qu'il a prononcée à la radio récemment, il a condamné ce qu'il a appelé le "farouche individualisme", lui attribuant la cause de la crise mondiale des années 30. Je ne puis partager son avis là-dessus. La crise s'est fait sentir dans l'univers entier. Elle a été tout aussi réelle et aussi grave dans les pays où l'entreprise privée et l'individualisme sont entravés qu'elle l'a été dans notre pays ou que dans tout autre pays démocratique.

Il est vrai que les cultivateurs ne s'enrichiront jamais, mais pourvu que l'on prenne des mesures convenables pour leur venir en aide ils pourront jouir d'une aisance qui leur assurera une mesure raisonnable de sécurité.

[M. Senn.]

Avant tout, les cultivateurs sont fiers de posséder une exploitation agricole. Cela leur assure les avantages de l'initiative privée et le droit d'organiser leur vie comme ils l'entendent. C'est précisément pour la sauvegarde de la liberté que nous combattons aujourd'hui. C'est surtout sur les fermes canadiennes que ces privilèges prennent toute leur valeur. Il serait tragique, si après que ces droits nous auront été assurés par nos braves soldats ils devaient nous être enlevés par un régime d'enrégimentation ou de contrôle d'Etat comme celui que préconisent aujourd'hui nos amis du parti socialiste.

Je me rends compte, monsieur l'Orateur, que mes remarques ont été plutôt décousues. Elles ne s'inspirent d'aucun désir de critiquer le Gouvernement. Elles m'ont été suggérées par le réel souci de signaler quelques-unes des difficultés auxquelles les cultivateurs sont présentement en butte, et de mettre en lumière les moyens d'y remédier. A n'en pas douter, pourvu qu'on leur en fournisse une occasion raisonnable, les cultivateurs seront tout disposés à participer à notre effort de guerre et j'estime que si l'on veut bien recourir aux remèdes que j'ai indiqués et assurer aux cultivateurs assez de main-d'œuvre ainsi que des prix leur permettant de réaliser un bénéfice satisfaisant, ils produiront autant qu'ils le pourront.

M. G. E. WOOD (Brant): Monsieur l'Orateur, tout d'abord, je me permets de féliciter les motionnaires de l'Adresse (MM. Harris et Hallé). Nous avons été fort édifés d'entendre ces deux brillants jeunes hommes porter la parole en cette enceinte à leur retour d'outre-mer où ils défendaient la cause de la liberté. Ils ont tous deux fait preuve de beaucoup de modération et le chef de l'opposition (M. Graydon) a dû sans doute s'inspirer de leurs magnifiques discours. Leur langage était des plus simples et dénué de toute exagération. Il est évident qu'ils n'avaient qu'un but: faire connaître les faits tels qu'ils existent à l'heure actuelle.

Je tiens à féliciter également le chef de l'opposition d'avoir été choisi par son parti pour remplir les hautes fonctions dont il s'acquitte aujourd'hui même en cette Chambre. Je me compte au nombre de ses amis depuis qu'il est membre de cette Chambre et j'espère que rien ne viendra jamais assombrir l'amitié qui nous unit. Il va sans dire qu'il assume les responsabilités inhérentes à la charge de chef de l'opposition et je devrai peut-être parfois lui faire des reproches.

M. HOMUTH: L'honorable député ne ferait que son devoir.